

6 Économie

**Commerce international et envois de fonds en Afrique
Une opportunité pour le continent**

MSM

Libreville/Gabon
(Source : FMI)

D'APRÈS un rapport du Fonds monétaire international (FMI), les relations entre les pays de l'Afrique subsaharienne sont plus étroites que jamais, grâce à l'augmentation des échanges commerciaux entre eux et aux envois de fonds.

Contrairement à la croyance populaire, les pays d'Afrique subsaharienne sont plus étroitement liés qu'e jamais grâce à l'augmentation des échanges commerciaux entre eux et aux envois de fonds - l'argent que les gens envoient chez eux pendant qu'ils travaillent dans un autre pays. La nouvelle étude montre que des liens plus étroits exposent les pays à la bonne et à la mauvaise fortune des uns et des autres. Les grands pays en plein essor stimulent la croissance des partenaires en leur commandant plus de marchandises, et les personnes qui travaillent dans un pays prospère envoient plus de fonds à leur pays d'origine. La baisse des activités dans un pays en affecte un autre de la même manière; donc, le resserrement des liens économiques pose également des problèmes. L'intégration entre les pays de l'Afrique subsaharienne s'est surtout accrue grâce au commerce internatio-

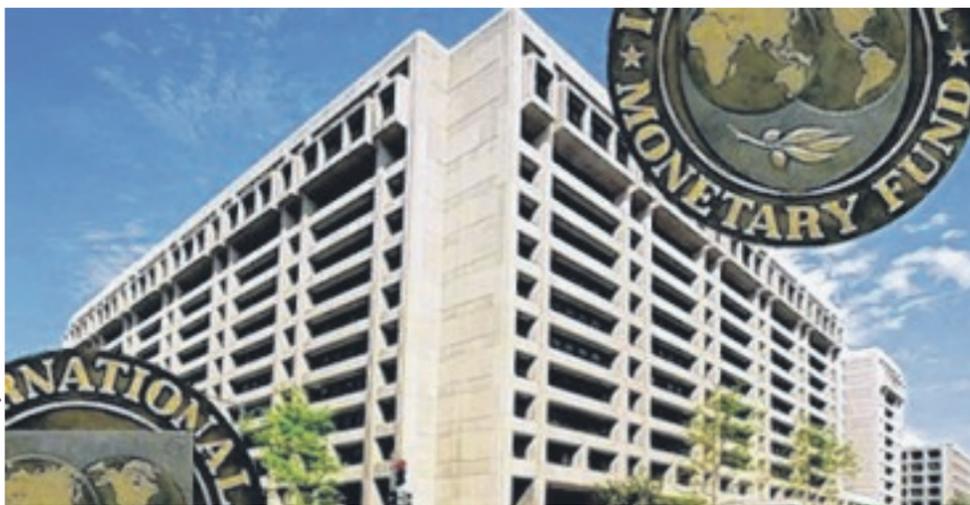


Photo : D.R./L'Union

Le rapport du FMI dresse un bilan sur les envois de Fonds en Afrique.

nal. En 1980, les exportations régionales ne représentaient que 6 % du total des exportations, mais en 2016, elles avaient atteint 20 %. C'est pourquoi le degré d'intégration régionale en Afrique subsaharienne est aussi élevé que dans toute autre région émergente et en développement dans le monde. Cela résulte de la croissance plus forte de la région par rapport au reste du monde, de la réduction des tarifs douaniers et du renforcement des institutions et de la politique économique, par comparaison au passé, dans l'ensemble du continent. Cependant, la plus grande partie de ces échanges a lieu à l'intérieur de sous-régions — de petits groupes de pays géographiquement proches — plutôt qu'entre elles. Par exemple, les cinq pays membres de l'Union douanière d'Afrique australe, le

Botswana, le Lesotho, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland, représentent 50 % du total des échanges commerciaux en Afrique subsaharienne. L'intégration au sein de la région a également augmenté grâce aux salaires envoyés par les travailleurs vivant dans un autre pays, qui atteignaient environ 11,5 milliards de dollars en 2015. Le total des envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne est resté globalement stable en pourcentage du PIB au cours des dix dernières années, mais leur composition a changé. Dès 2015, le flux des envois de fonds intrarégionaux représentait un tiers du total des envois de fonds. Comme c'est le cas pour le commerce international, ces flux représentant environ 0,6 % du PIB sont volumineux par rapport aux normes mondiales; ils sont plus grands

que ceux des pays émergents et en développement d'Asie, d'Europe et des Amériques, qui représentent moins de 0,3 % du PIB. L'évolution de la technologie financière, notamment les services bancaires mobiles, réduit continuellement le coût des envois de fonds. Même si ces coûts dépendent moins de la distance que les coûts du commerce international, les envois de fonds ont lieu principalement à l'intérieur des sous-régions. Le Cameroun en Afrique centrale, la Côte d'Ivoire et le Ghana à l'ouest, l'Afrique du Sud au sud et, dans une certaine mesure, le Kenya à l'Est sont d'importantes sources d'envois de fonds dans le continent. Impact sur la croissance « À notre avis, le commerce international est le facteur qui exerce l'influence la plus dynamique sur la croissance. Nous es-

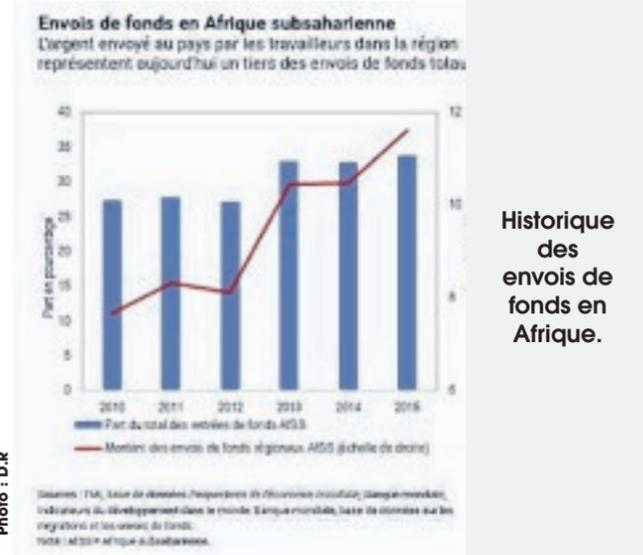


Photo : D.R.

timons qu'une augmentation de 1 % du taux de croissance pondéré des partenaires intra-régionaux engendre une augmentation de 0,11 % de la croissance intérieure. Nous constatons que les plus grands pays de la région, comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, qui connaissent actuellement une croissance anémique et lente, exercent un impact sur les pays qui leur sont les plus exposés en réduisant la demande de biens échangés et les flux des envois de fonds. Inversement, les pays bénéficiant d'une croissance rapide, comme la Côte d'Ivoire et le Kenya, stimulent l'économie d'autres pays en Afrique occidentale et orientale respectivement, avec une croissance plus forte engendrée par une demande accrue de biens échangés et des entrées de fonds plus volumineuses », in-

dique les auteurs du rapport. Avant d'ajouter : « Au cours des prochaines années, une plus grande intégration du continent africain, favorisée notamment par l'accord portant création de la Zone de libre-échange continentale pour l'Afrique, sera un signe positif de développement. Cela suppose une assise plus large pour l'expansion des entreprises et davantage de possibilités d'emploi pour les travailleurs. De cette manière, l'intégration présente, dans de nombreux pays, un important potentiel de croissance à moyen terme, de promotion de la stabilité et de diminution des préoccupations concernant la viabilité de la dette. La région intervient à un niveau plus collectif, qui offre à ces pays de meilleures chances de prospérer grâce à leur croissance économique ».

Balances truquées

L'Aganor va sévir!

JM

Libreville/Gabon

L'AGENCE gabonaise de normalisation (Aganor) a procédé, le 3 septembre 2018 à Géant-Ckdo de Libreville, au lancement de l'opération de contrôle et de vérification des balances de commerce. Durant plusieurs mois, les équipes de contrôle de la métrologie légale vont se déployer sur toute l'étendue du territoire national

pour s'imprégner des états des instruments de pesage dans les différentes structures commerciales et par la suite des contrôles inopinés se feront afin de surprendre les commerçants véreux. «Au bout de 12 mois, il peut se passer beaucoup de choses et dans notre procédure interne au niveau de l'Agence gabonaise de normalisation, nous avons prévu des contrôles inopinés de façon à vérifier que, effectivement, l'ensemble des



Photo : Abel Eyeghe

Le DG de l'Aganor, Joseph Ngowet Revaza.

balances contrôlées sont toujours opérationnelles et toujours conformes», a indiqué Joseph Ngowet, le DG d'Aganor. Selon le patron d'Aganor, en cas de non-conformité, l'opérateur s'expose à des sanctions allant d'une peine de prison de six mois à deux ans, assortie d'une amende de 24 000 francs à 3 millions de francs CFA. «Si une équipe de l'Aganor repasse et qu'on constate que cette balance est toujours utilisée à ce moment-

là, il y a une amende financière qui est infligée à l'opérateur indélicat. Et, si malgré cette amende lors d'un autre contrôle la même balance est toujours utilisée, l'opérateur encourt des peines de prison», a-t-il ajouté. Au terme de cette opération, l'agence procédera à l'implantation d'une structure agréée de vente d'instruments de pesage afin de permettre aux commerçants de se procurer des balances réglementées.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 06/09/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	06/09/2018	5 289,67
		USD	1,1582	1USD =	566,359	1 USD	583,975	DOW JONES	06/09/2018	25 957,75
		CAD	1,5263	1CAD =	429,769	1 CAD	458,112			
		JPY	129,1700	1JPY =	5,078	100 JPY	536,449			
		GBP	0,9033	1GBP =	726,195	1 GBP	774,760			
		CHF	1,1288	1CHF =	581,110	100 CHF	61 914,33			
		ZAR	17,9906	1ZAR =	36,461	100 ZAR	3 868,79			
		MAD	10,9545	1MAD =	59,880	1 MAD	63,24			
		CNY	7,9128	1CNY =	82,898	1CNY	85,39			
		KES	116,9700	1KES =	5,608	1KES	5,78			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
06 Septembre 2018: 77,75		

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>